

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE

1 frs

Mensuel ouvrier révolutionnaire - N° 2 - JUILLET - AOUT 1976

la marmite bout,
l'eau risque de
déborder

La Charte a été "votée",
"adoptée". Est-ce-que l'Algé-
rie de la Charte est différen-
te de celle d'avant ? Est-ce-
que la nature de l'Etat bour-
geois a changé ?

- Le capital en crise.

Plus que jamais, aujourd'hui,
la bourgeoisie algérienne ex-
ploite. De tous les côtés, le
pouvoir d'achat, le niveau de
vie des masses est attaqué.
L'inflation est estimée à
20 % par la presse à la solde
du régime. Le temps hebdoma-
daire de travail est passé de
40 à 44 heures. Le manque de
produits alimentaires de base
mis sur le marché est chroni-
que. Deux millions de travail-
leurs sont contraints au chô-
mage. De fait, le capitalisme
est en crise en Algérie.

SOMMAIRE

- page 1 : Charte
- page 2 : Charte (suite)
- page 3 : Charte (fin)
- page 4 : A propos des 98,5 %
de oui à la Charte

Réforme pénitentiaire:
esclavage même pas sa-
larié.
- page 5 : Réforme pénitentiaire
(suite)

Sonacotra : toujours
en lutte.
- page 6 : Sonacotra (suite)
- page 7 : Sahara occidental :
10 000 enfants vic-
times.
- page 8 : Liban : pas de so-
lution réformiste.
- page 9 : Liban (suite).
- page 10 : Qui sommes-nous ?

CHARTRE (suite)

- Remontée des luttes ouvrières

Malgré l'absence des libertés les plus élémentaires, malgré la répression féroce du régime militaro-policié de Boumediène, les travailleurs ripostent. Divers faits attestent du réveil incontestable de la classe ouvrière. Plus de 70 entreprises se sont mises en grève depuis janvier 1975. Des luttes ont été menées à la Société nationale de sidérurgie (SNS), à Alger avec les dockers du port, à la Sonacome (construction mécanique), et à la Sonitex (textile). D'une façon générale, les travailleurs luttent contre les salaires trop bas et les licenciements.

Dans bien des cas, les exploiters avides ont dû reculer. Les signes avant-coureurs de tempêtes en Algérie ne manquent pas.

Fin mai, à Aïn Beïda dans les Aurès, ont eu lieu de véritables émeutes populaires. Au court d'un match de football, les spectateurs, mécontents de l'arbitrage, contestent. La police intervient pour mettre de l'ordre, et deux spectateurs sont abattus de sang froid. La foule déchaînée envahit le terrain, et, à coup de pierres et de bâtons, se bat avec les forces de répression. Les combats se poursuivent dans la rue. La mairie, le commissariat sont saccagés, puis incendiés. On fait la chasse à l'uniformé. Tard dans la nuit du dimanche 23 mai, la foule tenait encore tête aux forces de répression, police, gendarmerie, militaires venus de Batna. Le lendemain régnait dans la ville une atmosphère de grève générale spontanément déclenchée. Des slogans hostiles au pouvoir sont scandés.

- Exploitation et démagogie.

L'eau de la marmite bout, et ça risque de déborder. Le régime "socialiste" et "révolutionnaire" a eu besoin d'une grande campagne d'endoctrinement idéologique. Il a pondu la Charte. Il a commencé par nous présenter l'étatisation de l'économie comme une mesure socialiste. En réalité, ce n'est qu'une solution de survie pour le capital. Elle se réalise par une intervention plus ou moins despotique de l'Etat qui se fait le représentant de l'intérêt général pour le capital national, au détriment de certains intérêts particuliers.

Ensuite, ça a été la gestion "socialiste" des entreprises, la "Révolution agraire"; il s'agit de faire gérer leur propre exploitation aux travailleurs et aux paysans pauvres. Et maintenant, avec la Charte, le pouvoir est dit aux travailleurs. D'abord, un débat a été organisé. Soulignons qu'il a dépassé dans une certaine mesure le cadre fixé par le pouvoir.

On a vu El Moudjahid (journal à la solde des capitalistes), regretter la violence de certains débats. L'UGTA (syndicat du même pouvoir), a dénoncé l'ouvriérisme et le gauchisme. Ce débat devait permettre officiellement la discussion et la modification de l'avant-projet. Qu'en est-il?

CHARTRE (fin)

3

Comme dit le dicton populaire : "il te demande ton avis pour mieux passer outre". L'Islam est passé religion d'Etat. On a légalement le droit (entre autre), d'"acheter" quatre femmes. On a joué la "démocratie", mais pour ceux qui se sont exprimés un peu trop franchement, les geôles. Des témoignages attestent de la disparition de bon nombre de travailleurs, et de licenciements (à Oran et à Constantine notamment).

Et pour clore, le vote. Dans des régions entières, les mystificateurs n'ont distribué que des bulletins verts (oui). Dans d'autres, on a fait voter les militaires plus de cinq fois. Il paraît même que dans certains cas, les morts ont été ressuscités pour voter oui. Pour le vote, on peut résumer en disant : pression + répression + falsification = 98,5 %.

Il reste que l'on ne peut s'émanciper du joug du capital que par la révolution, et la dictature du prolétariat, voie unique de passage au socialisme. Il faut que les travailleurs apprennent à se battre avec leurs propres armes pour leurs propres objectifs.

Des propos clairs sur ce que nous proposent les organisateurs de la misère générale, la Charte en est farcie : les "travailleurs" ont un rôle décisif à jouer dans le développement de la révolution, car ils contribuent d'une manière déterminante à la consolidation des assises économiques du socialisme". Et encore : "chaque travailleur apportera sa contribution au progrès de la révolution. Son engagement révolutionnaire se traduira d'abord par le renforcement de la productivité." En peu de mots, produisez, et taisez-vous.

Camarades travailleurs, prenons conscience que nous n'avons rien à attendre de la clique bourgeoise au pouvoir. Organisons-nous afin de la combattre.

à propos des 98,5 % de OUI

à la Charte

Dans les consulats et les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe ont été organisés, pendant la semaine du 20 au 27 juin, des bureaux de vote pour le référendum sur le projet de Charte.

Le travailleur qui, pendant cette période, se rend au consulat pour refaire des papiers périmés ou pour une quelconque raison administrative, se voit à l'entrée "invité" à voter : "Votez d'abord, on fera vos papiers ensuite."

Comprenant qu'il ne pourrait avoir ses papiers s'il ne votait, le travailleur se résout à accomplir, pour reprendre l'expression des bureaucrates, "son devoir civique".

On lui remet ensuite deux bulletins : un bulletin "oui", un bulletin "non". Ah! on lui laisse quand même le choix. Il peut donc refuser cette farce que Boumediène et ses bureaucrates ont appelée Charte Nationale!

Eh bien non! Non seulement un "comité d'accueil" l'attend dans les "isoloirs", -on n'hésitera pas à lui suggérer de choisir le bulletin vert (oui)-, mais il doit également mettre le bulletin qu'il est censé avoir choisi dans une enveloppe, sur laquelle est mentionné tout son état civil.

On comprend aisément comment 98,5 % de oui à la Charte ont été obtenus, quand on sait que le pouvoir bureaucratique n'hésite devant aucune mesure d'intimidation... comme il n'hésite pas même à faire voter les morts.

REFORME PENITENTIAIRE

esclavage même pas salarié

Sous prétexte d'élever leur "niveau professionnel", la bourgeoisie bureaucratique algérienne a, comme dans tout pays capitaliste, officialisé depuis 1972 l'exploitation systématique des détenus (exception faite pour les gens tels Ladjouzi-ex PDG- , qui, eux, bénéficient d'un régime

REFORME (suite)

spécial et n'ont nul besoin d'"apprendre un métier". Et après tout, ils n'ont fait que détourner quelques dizaines de millions de dinars...)

Ce filon de main d'oeuvre a, du propre aveu des bureaucrates, "largement contribué à atténuer le coût des opérations". Ces opérations consistent en les constructions, réfection et entretien, d'une part, d'édifices de l'appareil d'Etat : ministères, centres de recyclage des magistrats; tribunaux, mosquées, (nécessaires pour les campagnes démagogiques du pouvoir) etc..., et, d'autre part, des structures servant directement au développement de la bourgeoisie nationale : établissements touristiques, le plus grand parc zoologique du monde...

La bureaucratie utilise on ne peut mieux cette main d'oeuvre entièrement gratuite et absolument sans défense. "El Moudjahid" du 15 juin 76 note en caractères gras: "Ils (les détenus) contribuent par ailleurs à la réalisation de cinq villages socialistes..."

Ainsi, la bourgeoisie algérienne arrive à faire d'une pierre deux coups : la construction de ces villages, qui ne sont en fait rien d'autre que des centres d'exploitation des fellahs et le renforcement de sa démagogie socialisante (la construction de ces villages accentue l'illusion d'un pouvoir "révolutionnaire" soucieux des intérêts des travailleurs...)

Quand on sait que cette main d'oeuvre a déjà fourni plus de 2 millions de journées de travail (El Moudjahid du 15/6/76), on comprend quels avantages la bureaucratie en tire...

SONACOTRA

toujours en lutte

Une lutte de plus d'un an, 38 foyers de Paris et de province encore en lutte : voilà ce que les résidents des foyers-"hotels" Sonacotra ont à leur actif.

Les travailleurs, qui n'ont pas accepté les hau-

SONACOTRA (suite)

-ses de loyer continuelles (15 % en 1974, 15 % en 1975, faisant supporter aux résidents restant une "charge d'inoccupation" des foyers, vidés à cause des prix), sont encore en grève, et versent encore leurs loyers -amputés de 100F- à un huissier, et cela, malgré les dangers de la répression.

Pendant ce temps, la direction de la Sonacotra a eu l'hypocrisie d'éditer une brochure où elle parle de ses volontés de "négociation", de sa philanthropie envers les immigrés, qui "contribuent (pourtant) à assurer l'existence des Français inactifs (paiements des retraites et autres allocations)", ceci pour qu'on ne soit pas bêtement raciste envers ceux qui aident la France...

Chauvinisme, cynisme, on n'en attendait pas moins de la Sonacotra. On ne s'attendait pas non plus à ce qu'elle parle des 18 expulsions qu'elle a fomenté.

A ce sujet, les travailleurs en lutte ont réussi après de multiples démarches judiciaires, à faire passer Moussa Konaté, ex délégué du foyer, devant une commission d'expulsion (soi-disant revenue sur "l'arbitraire" de Poniatowsky : celui-ci ne s'est d'ailleurs pas senti empêché pour autant de prendre un deuxième décret d'expulsion); ils ont également engagé des procédures pour faire rentrer les 17 autres travailleurs expulsés, et la lutte continue.

Dans cette affaire, le PC et la CGT n'ont pas manqué de présenter comme une initiative personnelle et sectaire le retour en jugement de Moussa Konaté (ex-CGTiste), et n'ont pas parlé des 17 autres expulsés. On sait à quoi s'attendre avec la CGT, qui, depuis le début du conflit, n'a pas perdu une occasion de morceller les luttes et d'embrigader les travailleurs.

Mais face aux menaces du gouvernement, face au PC et à la CGT, face à l'Amicale des Algériens, (qui n'ose plus dévoiler trop ouvertement ses desseins réactionnaires), une "Permanence de défense et de soutien à la lutte" a été créée et les travailleurs restent mobilisés.

le conflit libanais

PAS DE SOLUTION REFORMISTE

Considérée hier encore comme un des bastions du "progressisme" par les dirigeants de la gauche libanaise et ceux de la résistance palestinienne, la Syrie du dictateur bourgeois Assad est en train de vassaliser le Liban et la résistance palestinienne.

La situation qui prévalait au Liban avant le déclenchement du conflit était explosive. L'inflation atteignait plus de 30 %. Les monopoles des engrais, des insecticides et de la commercialisation des produits agricoles, appauvrirent tout une couche de petits paysans dans le Nord (le Akkar) et l'Est (la Bekaa). L'impôt sur le revenu était presque exclusivement prélevé sur le salaire. Les conditions de vie des masses laborieuses allaient de mal en pis.

Par ailleurs, la bourgeoisie maronite perdait son rôle d'intermédiaire privilégié entre les bourgeoisies arabes et les métropoles impérialistes. Elle voyait aussi sa place de minorité dominante menacée par un mouvement de contestation de masse, que confortait la présence sur le territoire libanais des détachements armés de la résistance palestinienne.

A partir de là, deux camps s'affrontèrent (et s'affrontent encore) : la bourgeoisie maronite avec ses milices, et, d'autre part, la gauche libanaise et la résistance palestinienne. La bourgeoisie maronite, armée par l'impérialisme US et son bras sioniste, a dans l'affrontement deux objectifs : écraser le mouvement des masses déshéritées libanaises et la population misérable des camps palestiniens.

Pourtant, les chefs nationalistes palestiniens et les dirigeants de la gauche dite "progressiste" n'ont jamais eu pour but la destruction de l'Etat oppresseur libanais. Il s'agissait tout au plus de le réformer. Par contre, les milliers de travailleurs et de paysans pauvres, débordant leurs dirigeants réformistes, représentent une menace pour tous les oppresseurs de la région.

Soulignons cependant que la guerre civile au Liban, dès son déclenchement, fut une guerre de position : c'est-à-dire que ni les chefs de la résistance, ni la gauche libanaise, n'ont tenté d'isoler les partis réactionnaires au sein de la population, et, en attaquant les quartiers au lieu des postes armés et des sièges des organisations réactionnaires, ils ont permis le regroupement d'une partie de la population chrétienne et pauvre autour des fascistes.

LIBAN (suite)

La bourgeoisie syrienne est intervenue pour plusieurs raisons : sur le plan intérieur, l'austérité imposée par l'effort de la guerre de 73, avait créé une crise aiguë. De plus, ne pouvant compter sur l'Egypte, elle n'avait plus de capacité de dissuasion crédible face à Israël, toute négociation avec ce dernier se faisant en sa défaveur.

La mise au pas des masses opprimées libanaises lui permettra de négocier avec Israël en tant qu'arbitre de la région. Armée par les capitalistes russes, soutenue par l'impérialisme US et les sionistes israéliens, la Syrie n'est que l'exécuteur des basses œuvres de la sainte alliance impérialiste.

De fait, les clameurs de la bourgeoisie syrienne et leurs bonnes intentions concernant le "peuple frère libanais" et la "résistance palestinienne égarée", ne trompent personne; surtout après les milliers de morts et de blessés, après les camps palestiniens assiégés, où femmes et enfants ont été massacrés. Aujourd'hui encore, les masses opprimées, face à ce sinistre complot, opposent une résistance farouche et héroïque. Tell el Zaatar, encore debout, en est le symbole.

La lutte des masses travailleuses du Liban et des réfugiés palestiniens contre les bourgeoisies liguées, correspond à la remontée des luttes ouvrières dans le monde entier: aux côtés des mouvements des ouvriers égyptiens (Hérouan, Al Kroubra), des mineurs Doliviens, aux côtés des luttes ouvrières de Cordoba et d'Ursus, la résistance des travailleurs de Beyrouth et des camps palestiniens représente les premières escarmouches du combat prolétarien mondial.

Ce massacre libano-palestinien ne fera que mieux comprendre aux prolétaires de chaque pays que partout, que ce soit à Washington, à Moscou, à Varsovie ou à Alger, notre ennemi est le même.

sahara occidental

10 000 ENFANTS VICTIMES

Il y a, en ce moment, en territoire algérien, seize camps de réfugiés sahraouis; ils regroupent 70 000 personnes, dont beaucoup de femmes et de vieillards, et plus de 40 000 enfants.

Ceux-ci vivent dans des conditions de vie misérables; de fait, tout manque dans ces camps : rassemblés autour d'un point d'eau, en plein désert, sans cultures ni troupeaux, les Sahraouis ne disposent que de maigres et insuffisantes rations alimentaires. Mais, bien plus grave : les mères, sous-alimentées, ne peuvent plus alimenter leurs enfants après six mois, et ne disposent d'aucune alimentation artificielle adaptée pour pallier aux sevrages précoces des bébés.

De plus, la chaleur du jour (45/50°) favorise la déshydratation des nouveaux-nés, et aucune réhydratation n'est actuellement possible dans les camps. Or ils sont 15 000 enfants à avoir moins de trois ans...

En fait, selon les derniers résultats des enquêtes, (Commissions de médecins), plus de 10 000 enfants sahraouis sont en danger de mort cet été.

C'est là, sans doute, le meilleur exemple de l'"aide concrète" et du "soutien effectif" de la bourgeoisie algérienne au peuple sahraoui.

On voit que ce qui motive le capitalisme d'Etat algérien, ce n'est pas son soutien aux luttes de libération nationale, mais ses intérêts économiques et politiques :

- un débouché maritime qui permettrait d'évacuer son minerai de Tindouf.
- les richesses naturelles du Sahara occidental qu'il pourrait "aider" à développer.
- un dérivatif à l'agitation ouvrière et au mécontentement des masses algériennes, par une campagne nationaliste hystérique.

Par ailleurs, les bourgeoisies marocaine et mauritanienne, colonisant dans le sang le Sahara occidental, n'ont d'autre but que de s'approprier les gisements miniers de la région (phosphate, fer, pétrole, uranium..)

Le conflit qui oppose l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, pour le Sahara occidental et sur le dos des masses sahraouies, n'est en fait rien d'autre que le produit de la concurrence de ces bourgeoisies.

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des petits paysans et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, -cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle, mais avec la démocratie prolétarienne : les conseils ouvriers sont l'image concrète du pouvoir des prolétaires.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PER-
DRE QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")